



■ finances publiques de haute-corse

## Les agents dénoncent un climat social "irrespirable"



Les agents des finances publiques de Haute-Corse se sont mobilisés, hier matin, devant les bureaux de la direction pour dénoncer la suppression de postes et des conditions de travail dégradées. (Photo Gérard Baldocchi)

Relations sociales dégradées, missions professionnelles non accomplies, plus les semaines s'écoulent et plus le malaise semble se propager au sein de la direction générale des finances publiques (DGFIP).

« Une pression insupportable » que les agents des finances de Haute-Corse ont dénoncée, hier matin, devant les locaux de la direction départementale, à Bastia. La date de cette mobilisation n'a pas été fixée au hasard.

C'est en effet, à l'heure même où devait débuter le comité technique paritaire départemental (CTPD) que les grévistes se sont massés au pied du siège bastiais. Objectif : faire inscrire leurs revendications à l'ordre du jour. Rappelons que les syndicats avaient une première fois boycotté ce comité, le 21 juin dernier.

### Souffrance des employés

Cette fois, les agents ont décidé de passer à la vitesse supérieure. Sans y être invités, ils sont entrés dans les locaux pour entamer les négociations.

Efforts vains. Il a donc été décidé d'occuper le bureau du directeur des finances publiques de Haute-Corse. Quelques minutes plus tard, le dialogue a été rétabli.

« Notre volonté est d'alerter la direction de nos difficultés à mener à bien nos missions et de la souffrance des employés », a confié Jean-Pierre Battestini, secrétaire départemental de la CGT avant d'annoncer, au nom de l'intersyndicale, « que la crainte que le syndrome France Télécom gagne notre administration est malheureusement fondée. Ce climat social irrespirable » serait à l'origine d'arrêts maladie.

Suppressions d'emplois, déclassements de postes, refus de formation ou de congés, les doléances des agents grévistes sont nombreuses. En cinq ans, l'effectif départemental des finances publiques s'est vu réduit de soixante personnes, dont neuf cette année.

La perception de Saint-Florent, chargée de récolter la taxe locale d'équipement (TLE) au profit des communes,

essuie à elle seule, un manque de 50 %. Résultat « par manque d'agents, la TLE n'est plus prélevée ».

### Le manque d'agents qui devient un manque à gagner...

Autre réalité qui se relève être un véritable manque à gagner pour les collectivités, les taxes d'habitation erronées. « Toujours faute de personnel, ces taxes ne sont plus mises à jour ». Le schéma se veut simple : moins d'agents, plus d'erreurs et à la clef une augmentation des impôts locaux pour le contribuable.

L'intersyndicale a également profité de ce rendez-vous « forcé » pour dénoncer des soupçons de spéculation immobilière. « En septembre, le poste du gardien de Calvi devrait être supprimé et l'appartement qu'il occupe vendu aux enchères ».

Si ces revendications ne sont pas entendues par la direction, l'intersyndicale a d'ores et déjà voté pour une nouvelle mobilisation en septembre.

JULIE QUILICI